

Nous recommandons, de :

A) MALGRÉ LES MESURES DITES D'URGENCE

1. **Suspendre les 16 mesures du gouvernement** : la légèreté avec laquelle les mesures ont été prises, les maigres économies que les mesures promettent, l'inefficacité de ces mesures face aux problèmes plus profonds et plus vastes, les crises qu'amplifieraient ces mesures,..., sont telles qu'il est moins dommageable de les suspendre. La dynamique réformatrice ne s'alimente pas de la surdité et n'exclut ni la lucidité ni l'efficacité dans le rendement. Un exemple tangible de manque de lucidité est la suppression des bourses d'études : l'ignorance qu'engendrerait la suppression des bourses d'études sera plus dispendieuse que les dépenses actuelles pour l'éducation. La suppression des bourses d'études est une erreur;

B) LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN PRIORITÉ ET SANS SIMULACRE :

2. **Réduire le territoire de la corruption** : la corruption est une force négative qui rit aux dépens des mesures de sortie des crises, tend à annuler les efforts pour maîtriser la gestion et nuit à la mobilisation des recettes. Toute initiative viable passe par la lutte sans faux-semblant contre la corruption;
3. **Adopter la formule dite de « délit d'apparence » pour renforcer la lutte contre la corruption** : le Tchad peut simplement reprendre cette loi adoptée au Burkina Faso ou s'en inspirer pour trouver une variante propre aux réalités tchadiennes. Cette loi vise non seulement à prévenir et réprimer la corruption, mais aussi à récupérer les biens volés. Elle stipule que tombe sous le délit d'apparence « *quiconque ne peut raisonnablement justifier l'augmentation de son train de vie au-delà d'un seuil fixé par voie réglementaire au regard de ses revenus licites* »;

C) DEUX SOLUTIONS ORIGINALES POUR LE TCHAD :

4. **Créer le centre de services partagés de l'État** : cette solution appelle *un changement de culture de service*. Meilleur procédé pour développer durablement la croissance et la profitabilité d'un État comme le nôtre, *le centre de services partagés vise principalement*

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

TCHAD : CRISES, PROPOSITIONS ET JUSTIFICATIONS

la réduction des dépenses et l'augmentation de la qualité des services. Voici concrètement ce que le Tchad peut faire avec cette solution :

- Abaisser les coûts de dépenses en simplifiant les processus opérationnels communs et en les standardisant;
- Faire des économies d'échelle en concentrant les activités opérationnelles de l'administration publique dans une même structure;
- Fournir à l'administration publique des produits et services de qualité adaptés à ses besoins et au meilleur coût possible. **Comment ?** En créant :
 - ✓ Un service d'amélioration des processus qui aura pour objectif la performance organisationnelle basée sur la pertinence, l'efficacité et l'économie;
 - ✓ Un service qui centralise les activités opérationnelles et offre des fonctions de support aux agences de l'État;
 - ✓ Un service pour les ressources humaines harmonisant et homogénéisant les procédures dominantes comme le recrutement, la formation ou toutes les tâches administratives régulièrement exécutées;
 - ✓ Un service de soutien pour les acquisitions et les chaînes d'approvisionnement, là aussi pour faire des économies d'échelle;
 - ✓ Un service pour l'attribution des marchés qui enlève aux entités administratives publiques le poids des négociations des contrats;
 - ✓ Un service centralisé plus efficient pour les ressources informationnelles et matérielles;

5. **Créer des villes corporatives** : l'idée est de transformer les villes parasites en facteurs productifs pour mieux répondre aux problématiques de la pauvreté, du chômage, de la croissance locale des villes et des régions ainsi que pour faire face aux défis de la globalisation. **Comment ?** *En dotant les villes du Tchad de pouvoirs qui leur permettraient de constituer des capitaux pour lancer la croissance locale, créer des emplois locaux, multiplier les possibilités d'affaires et d'entreprises locales.* Notre proposition des villes corporatives vise à :

- Opérer stratégiquement la transformation progressive des villes en facteur productif;

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

- Ouvrir les possibilités d'affaires pour les villes et les régions et stimuler la croissance locale par des exportations;
- Changer le mode de production et de participation des villes dans la construction globale et le développement du Tchad;
- Faire en sorte que les villes tchadiennes se tournent vers elles-mêmes pour se développer et qu'elles entrent en relation d'affaires et de production entre elles;
- Doter les villes d'un élément cardinal du système d'action à savoir le système économique local pour que nos villes aient la maîtrise de leurs transformations, qu'elles deviennent des actrices et actionnaires de leurs propres transformations et richesses, qu'elles soient mieux préparées pour faire face aux inévitables défis de la globalisation;
- Dynamiser les villes pour créer des emplois et les émanciper de certaines dépendances envers l'État central;
- Apporter des réponses personnalisées aux besoins particuliers des villes du Tchad et améliorer le bien-être local des habitants;
- Répondre au phénomène de l'exode rural qui saigne le Tchad profond par la coupe des bras les plus actifs du Tchad rural;
- Gérer les corporations des villes par les villes elles-mêmes et pour les villes;

Le centre de services partagés de l'État et les villes corporatives sont deux solutions inédites qui vont réduire considérablement les dépenses publiques de l'État tchadien. C'est du tangible que nous proposons !!

D) AUTRES MESURES À EFFET SUR LE COURT TERME

6. **Faire un audit de l'État des 15 dernières années** : les maux qui affectent le Tchad en ce moment sont très profonds. Un audit est la moindre exigence pour un diagnostic précis et une prévention efficace;
7. **Justifier les dépenses si la transparence vaut** : les Tchadiens montrent que la coupe des offenses est pleine. Ils ne gobent plus les insultes répétées à l'intelligence laissant entendre que la masse salariale coûte plus de 32.5 milliards de FCFA par mois pour un corps de 115 000 salariés. Ce qui fait un salaire moyen au Tchad de 282 000 FCFA. Quelle plaisanterie ! Sans évoquer des villas construites à 1 milliard l'unité, des édifices à

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

TCHAD : CRISES, PROPOSITIONS ET JUSTIFICATIONS

200 milliards l'unité alors que la valeur factuelle ne dépasse pas 70 milliards; 160 milliards pour construire une université, 117 milliards pour développer l'agriculture pour quels résultats ? Il faut justifier les dépenses si la volonté est de les maîtriser;

8. **Canaliser les dépenses vers des utilisations plus productives** : il faut dépenser là où les rendements sont les plus élevés, économiquement, socialement et financièrement. Dépenser pour soutenir et relancer la croissance est ce qui a de sens;
9. **Actualiser et maîtriser les indicateurs qui influencent les recettes et les dépenses** : cette recommandation vise à aider les décideurs à prendre des décisions éclairées et orienter pertinemment les réformes. Pour preuve, les rectifications répétées sur une courte période de la loi de finances de l'exercice budgétaire de 2016 indiquent que les recettes ne sont pas stables et difficilement prévisibles. C'est donc une raison pour travailler dans le sens de la maîtrise des indicateurs des recettes;
10. **Réviser la composition du panier des taxes** : pour optimiser les taxes avec finesse et intelligence en pratiquant des prélèvements progressifs légers, mais sur une assiette large. Parce que taxer brutalement et excessivement n'aiderait pas à relancer la machine économique qui répond mieux aux manœuvres douces, maîtrisées et bien calculées;
11. **Supprimer les exonérations fiscales sans valeurs ajoutées pour les recettes, la croissance économique, l'emploi ou le social** : exonérer des taxes, c'est perdre des gains en recettes. Si c'est en compensation de quelque chose de bénéfique comme la création d'emploi, le soutien tangible de la croissance économique ou d'une aide concrète dans le social alors l'exonération se justifie. Autrement, il faut supprimer les détaxes qui nourrissent les combines et engraisse des particuliers;
12. **Supprimer les investissements improductifs et les extravagances** : comme des villas de luxe et grands bâtiments aujourd'hui inoccupés ou utilisés à perte; comme les achats des voitures de luxe pour le compte de l'administration. Des autos pratiques suffiraient, à acquérir aux 7 ans;
13. **Maîtriser les circuits de l'argent** : l'État n'est pas uniquement le gestionnaire, mais il est aussi le régulateur, un rôle qu'il ne maîtrise pas. Des sommes colossales en liquides qui suffiraient à déstabiliser 10 fois le Tchad circulent hors circuits bancaires, c'est à dire sans contrôle sur les sources et les destinations. Il ne s'agit pas nécessairement et totalement de l'argent, mais ce sont des taxes en moins, de l'argent en moins pour soutenir la croissance

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

et créer l'emploi, des capitaux passés inaperçus, etc. C'est aussi de l'argent disponible pour financer la subversion, le terrorisme, la criminalité et toute sorte de transactions illicites donc une menace quand la quantité devient déraisonnable. Il est de l'intérêt du pays de maîtriser les circuits de l'argent et de réduire la part illicite qui circule sous les manteaux;

14. **Cesser de gérer la médiocrité et de patauger dans la médiocrité** : concernant les 16 mesures du gouvernement, il n'y a pas de volonté malveillante. Nous observons que c'est l'incompétence qui a pris le dessus, en bloquant les consultations avec la société civile, ouvrant la porte aux contestations et troubles, amplifiant les crises et les tensions politiques. Nous pensons qu'il est contreproductif d'utiliser la médiocrité comme une huile lubrifiante pour les articulations du système. Le système doit trouver mieux pour proposer mieux;
15. **Cesser l'achat des challengers politiques, l'entretien dispendieux des bassins d'électeurs et la pratique de récompense des supports politiques** : Dieu sait quelles sommes sont dépensées pour entretenir des bassins d'hommes et des réseaux des lieutenants politiques. 1 FCFA de moins pour des dépenses inutiles et partisans, c'est un grand pas qui éloigne du déficit budgétaire;
16. **Assurer de l'exactitude des biens réellement introduits au Tchad versus les recettes douanières versées à l'État** : il s'agit de valider que les taxes perçues par l'État correspondent réellement aux valeurs des biens physiques importés et aux exonérations réglementées;
17. **Engager des consultants pour réviser les termes des contrats sur le pétrole et leurs concordances avec les pratiques effectives** : les accords sur le pétrole étant déjà défavorables, il est possible que leurs pratiques soient encore plus défavorables. Une différence de mesure entre ce qui est convenu et ce qui est pratiqué peut valoir des milliards de FCFA en réajustement. Cette proposition permet de s'assurer que le Tchad n'est pas spolié, non pas dans les termes des accords, mais dans les pratiques des exploitations et des exportations;
18. **Designier des gestionnaires intègres pour tenir les points névralgiques des recettes**;
19. **Supprimer les entités de l'État aux missions énigmatiques** : nombreuses sont les agences et les directions que l'État peut s'en passer, d'utilité douteuse et qui sont

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

assurément dispendieuses. Il faut supprimer les genres de trous noirs qui absorbent les fonds publics et ne restituent rien;

20. **Suspendre 90 % des missions extérieures des agents de l'État** : les problèmes ici ne concernent pas les formations ou les colloques, mais les agents de l'État qui vont en mission et n'apportent rien d'utile pour le Tchad;
 - Aucune mission en première classe;
21. **Suspendre les évacuations sanitaires** : l'usage des évacuations sanitaires est dispendieux et discriminatoire. Sans évoquer l'affairisme autour de cette pratique. Il faut soit étendre la pratique d'évacuation sanitaire à tous les Tchadiens soit la supprimer. L'hôpital moderne qui a engrangé des milliards de fonds publics est supposé offrir localement les services que les évacués vont chercher sous d'autres cieux;
22. **Réduire le budget de la présidence de la République** : au sortir de la guerre de février 2008, de combien le budget de la présidence a-t-il été multiplié? Il est temps d'optimiser les ressources et de prôner l'efficacité avec un personnel plus compétent et des services plus efficaces, sans remettre en cause ni le fonctionnement ni la sécurité de cette institution;
23. **Réduire de 50% le nombre de voyages du Chef de l'État à l'étranger** : cette proposition ne signifie pas qu'il faille réduire de 50 % les tâches du Chef de l'état nécessitant un déplacement. Elle préconise plutôt l'utilisation des technologies maîtrisées et disponibles pour tenir des réunions à distance et faire correctement le même travail pour un résultat équivalent à celui obtenu avec le déplacement d'un grand staff. Si l'Afrique n'est pas à la mode, ce qui nous étonnerait, le Président de l'Union africaine pourrait suggérer ce moyen de travail à ses pairs pour faire des économies;
 - **Concernant les voyages à l'extérieur** :
 - ✓ Limiter à 30 au maximum le personnel accompagnant le Chef de l'État. Le Tchad économiserait à la fois sur les frais de missions, de logement et de gastronomie sans affecter la qualité de la mission;
 - ✓ Loger le personnel accompagnant le Chef de l'État dans des chambres d'hôtel ne dépassant pas 100 euros par nuit;

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

- ✓ Parquer l'avion présidentiel sur des aérodromes secondaires pour économiser sur les frais de stationnement qui sont de l'ordre de plusieurs milliers d'euros par jour dans les aéroports principaux;
- ✓ Cesser la pratique de distribution des enveloppes aux Tchadiens de la diaspora. Ceux de l'intérieur en ont le plus besoin;
- ✓ Déclarer les frais des voyages effectués par le Chef de l'État et justifier les dépenses;

24. Réduire le nombre des élus au parlement;

25. Réduire le nombre des ministères à 16 : seize gestionnaires compétents entourés de techno-agents compétents, avec une réorganisation efficace des tâches, peuvent faire le travail qui se fait actuellement, avec un rendement et une qualité minimalement équivalents;

26. Réformer l'administration territoriale et la fonction publique en y apportant pertinence, transparence et lisibilité :

- Restructurer l'administration publique autour des critères précis de compétence, d'efficacité et du rendement;
- Supprimer les fonctionnaires fictifs et ceux réels qui touchent des salaires indus;
- Ériger des cloisons pour que le corps politique n'influence pas l'espace administratif;
- Revenir aux quatorze préfectures : c'est une recommandation qui paraît brutale, mais la tendance dans le monde n'est pas à la multiplication des régions qui est très dispendieuse. Le découpage du territoire national doit suivre des objectifs cohérents, répondre aux exigences d'efficacité et intégrer les aspirations des Tchadiens;

27. Réviser les structures pour augmenter la capacité de l'État à financer ses dépenses : un financement déficitaire des dépenses ne s'explique pas nécessairement par une mauvaise gestion. Parfois, le mal se cache dans les structures peu productives;

28. Regrouper les structures parapubliques dont les compétences convergent ou sont identiques;

29. Supprimer toutes les dotations en carburant sauf celles qui concernent le secteur de la santé, l'éducation, la sécurité publique et l'armée;

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

30. **Renforcer le contrôle des exportations de matières premières** : il est une pratique qui permet de voler sans laisser des traces administratives et sans destructions des preuves matérielles. Exemple : 1000 tonnes de cotons de première qualité sont volontairement déclarées de qualité de moins bonne (disons de 3e qualité) et enregistrées comme telles. Les 1000 tonnes de cotons seront vendues, dans les faits, au prix du coton de première qualité parce que c'en est un. Cependant, dans les comptes, il sera inscrit que les 1000 tonnes de cotons ont été vendues au prix du coton de 3e qualité, conformément à ce qui a été préalablement déclaré et enregistré officiellement. Le montant de vente correspondant sera aussi versé normalement dans la caisse. La différence de prix est empochée. Administrativement, il est impossible de découvrir la malversation. Les Tchadiens sont enfumés. Si la différence au tonnage entre le coton de 1ere qualité et celui de 3e qualité est 5 millions FCFA par exemple alors l'opération vient de dégager 5 milliards FCFA, sans laisser la moindre trace. Il faut donc multiplier les mécanismes de contrôle actif sur les opérations qui concernent les matières premières;
31. **Instaurer une taxe de solidarité sur des biens immobiliers valant plus de 250 millions de FCFA et des véhicules neufs de plus de 25 millions de FCFA;**
32. **Associer la société civile aux dispositifs de prévention, de gestion des risques et à l'amélioration de la discipline fiscale;**

Voilà nos recommandations concrètes, plus une question bonus : *en dépit des crises et des misères qui frappent chaque famille tchadienne aujourd'hui, continuons-nous à payer les 40 % ou 50 % de l'impôt colonial à la France ?*

Nous posons la question, non pas parce que nous espérons une réponse miraculeuse, mais parce que le franc CFA est un mal permanent ! Il affecte à la fois une bonne et mauvaise gestion, des bonnes et mauvaises solutions, ce que font les compétents et incompétents, les mesures de sortie de crises efficaces ou inefficaces.

Le franc CFA est le trou noir des pays francophones d'Afrique. Il aspire tout et ne restitue rien. Nos efforts y passent; nos sueurs y passent; nos gains y passent; nos projets et rêves y passent. Même dans la tourmente et quand les indemnités des fonctionnaires sont amputées, nous continuons à consentir volontairement à cette arnaque devenue insupportable. Les solutions économiques de l'Afrique francophone passent par le franc CFA. D'où la question pour réveiller les esprits. Même si cette monnaie seule n'explique pas tous les problèmes.

Le Tchad sera ce que nous y apportons !



TCHAD : CRISES, PROPOSITIONS ET JUSTIFICATIONS

Enfin, il est des réponses que commande l'urgence. Il est aussi des réponses qu'exige la République, c'est à dire des réponses plus profondes qui concernent l'esprit du système, la manière du système, les visions et les aspirations qui intègrent des critères comme la justice, le droit, la sécurité, le progrès, l'inclusion, le dialogue et l'alternance démocratique. C'est là que résident les solutions les plus durables et stables.

Joe Al KONGARENA

joe.alerte@gmail.com

Tel. 001 514 978 4588

Le Tchad sera ce que nous y apportons !

Joe Al KONGARENA, Email : joe.alerte@gmail.com, Tel: 514 978 4588